



**Unité – Egalité – Paix**

**CAADP**

**Programme Détaillé pour le Développement de l'Agriculture Africaine(PDDAA)**

**Comprehensive Africa Agriculture Development Programme (CAADP)**

**East and Central Africa Regional CAADP Nutrition Program Development Workshop**

**Atelier PDDAA de développement des capacités en Nutrition pour l'Afrique de l'Est et centrale**

**- Dar-es-Salaam, 25 février au 1<sup>er</sup> mars 2013**

**Compte-rendu sur les travaux de groupe par pays –**

**PLAN D'ACTION POUR L'INTEGRATION DE LA NUTRITION DANS LE PDDAA**

**DJIBOUTI**

## Contenu

<a href="#"><u>Objectif du travail de groupe</u></a> .....	4
<a href="#"><u>Contexte</u></a> .....	4
<a href="#"><u>Analyses des problèmes nutritionnels</u></a> .....	Error! Bookmark not defined.
<a href="#"><u>Buts, objectifs et activités en lien avec la nutrition</u></a> .....	Error! Bookmark not defined.
<a href="#"><u>Indicateurs relatifs à des progrès dans la situation nutritionnelle</u></a>	Error! Bookmark not defined.
<a href="#"><u>Arrangements institutionnels et mécanismes de coordination</u></a>	Error! Bookmark not defined.
<a href="#"><u>Capacités nécessaires à la prise en compte de la nutrition</u></a>	Error! Bookmark not defined.
<a href="#"><u>Calcul des coûts / Financement</u></a> .....	Error! Bookmark not defined.
<a href="#"><u>Prochaines étapes</u></a> .....	Error! Bookmark not defined.

## Participants

Nom	Position	Organisation	Email
M.MOUSTAPHA HASSAN ALLALEH	Chef de Service de la Pêche et Chef de l'Equipe Nationale/	DP/ MAPE/RH	Moustaphahassan@hotmail.fr
M.ABDI ELMI BOGOREH	Conseiller Technique du Ministère de l'Agriculture	MAPE/RH	abdielmibogoreh@yahoo.fr
M.IBRAHIM DJAMA ISMAEL	Chef de la Subdivision Santé Animale	DESV/MAPE/RH	Ibrahim.dj@hotmail.fr
Mme SALAMA ISMAEL HERSI	Coordinatrice du Programme National de Nutrition	/ Ministère de la Santé	salamaismael@live.com
Dr. NIMO IBRAHIM AIBO	Médecin à la Santé Publique	/ Ministère de la Santé	nimaibrahim7@yahoo.fr
M.SAID MOHAMED BARKAT	Point Focal Environnement / Santé/ CRIPEN/	Ministère de l'Education Nationale	Said_barkad@yahoo.fr
M.HOUSSEIN ADEN YOUSOUF	Chef de Service des Statistiques et de La Nomenclature/	Ministère de finances	housseinay@gmail.com
M. ABDOURACHID OMAR ELMI	Président du PFCAD /	Société Civile	abdorachid2005@gmail.com

## Objectif du travail de groupe

Le principal Objectif du travail de groupe est que le groupe Parvienne à un consensus sur les principaux problèmes nutritionnels dans leur pays et de faire des propositions pour s'assurer que les problèmes nutritionnels sont effectivement pris en compte dans les stratégies agricoles. Les principaux noms des documents de politique qui ont été spécifiquement révisés lors du travail de groupe par pays sont notamment :

- Plan d'action du Programme National de Sécurité Alimentaire (Le PNSA 2012-2017)
- "Djibouti Nutrition Country Paper" (dont l'équipe multisectorielle a contribué à son élaboration)
- Cadre politique et stratégique du programme national de nutrition 2007

## Contexte

Djibouti est un Pays en déficit alimentaire chronique et permanent, en raison des conditions défavorables, l'agriculture y peut développé et l'élevage est peut productif car en proie aux désastres naturels comme les sécheresses récurrentes et le changement climatique. Le pays est donc totalement dépendant des importations pour couvrir ses besoins alimentaires et est donc hautement vulnérable aux chocs extrêmes comme les hausses soudaines des prix de la nourriture ou du pétrole.

**Sous-secteur de l'Élevage.** L'élevage contribue à hauteur de 75% au PIB agricole. L'élevage contribue à hauteur de 75% au PIB agricole. Près de 16% de la population est impliquée directement par ce sous-secteur, mais si l'on tient compte des emplois induits par celui-ci, ce sont près de 30 % de la population qui vit de l'élevage et de ses activités connexes. L'effectif du cheptel est de 774 336 têtes selon le dénombrement effectué par le MAPERH en 2009, enregistrant ainsi une baisse de 30% par rapport aux effectifs recensés antérieurement, imputable aux effets dévastatrices des sécheresses récurrentes de ces dernières décennies. On estime que 70% du cheptel est composé de caprins, beaucoup plus résistants aux dures conditions du milieu naturel. La production de lait a une contribution significative à la sécurité alimentaire des ménages. Il existe de plus en plus d'élevage sédentaire pratiqué dans les exploitations agricoles, en particulier dans la périphérie des villes et notamment de Djibouti Ville. Celui-ci est plus monétarisé et une partie de sa production est commercialisée dans les centres urbains.

**Sous-secteur de l'Agriculture.** La production végétale se limite à une agriculture oasienne, associée très souvent à un élevage sédentaire. Pour une superficie cultivable potentielle de 120 000 ha dont 10 000 ha facilement irrigables le long des oueds dont un peu plus de 1 000 ha seulement sont actuellement exploités. Les potentialités agricoles du pays sont

limitées par : (i) la pauvreté des sols (notamment en éléments organiques) ; (ii) par le niveau faible et aléatoire des précipitations qui sont en moyenne de 150 mm; (iii) par de fortes températures variant de 30 à plus de 45° occasionnant une forte évapotranspiration (1800 mm).

Ces conditions agro-climatiques ne permettent que la pratique d'une petite agriculture irriguée, de type oasien dont la production est dominée par le maraîchage sur de petites exploitations traditionnelles familiales (de l'ordre de 0.5 ha en moyenne), dont les femmes jouent un rôle de plus en plus important en participant aux activités de production et surtout du transport et de la commercialisation des produits. Les faibles rendements sont dus à la mauvaise maîtrise des techniques agricoles, notamment en ce qui concerne les techniques d'irrigation et l'emploi de moyen d'exhaure inadapté (motopompe). La production est de l'ordre de 10.000 tonnes et ne couvre qu'environ 10 % des besoins de la population.

**Sous-secteur de la Pêche.** Le secteur de la pêche est dominé par la pêche artisanale. Avec 380 km de côtes, la surface du plateau continental des eaux marines Djiboutiennes exploitable par la pêche est d'environ 2 280 km<sup>2</sup>. Les potentialités halieutiques sont estimées à 47 000 tonnes en tenant compte des seuils d'exploitation soutenables (toutes espèces confondues). La production nationale enregistrée en 2010 -2011 n'est que d'environ 1 600 à 2000 tonnes seulement et la consommation de poisson est de 2.Kg/ hab. / an, ce qui représente une faible contribution aussi bien au PIB du secteur primaire qu'à la sécurité alimentaire des ménages.

#### **L'état d'avancement de Djibouti dans le processus du PDDAA :**

Concernant ce processus, les actions suivantes sont réalisées :

1. Lancement du processus PDDAA ou CAADP au niveau national en novembre 2007 (atelier national)
2. Elaboration du document CAADP Review and Stocktaking en 2007
3. Désignation d'un nouveau point focal en septembre 2010

4. Désignation de l'Equipe-pays (country-team) qui comprends l'administration, la société civile, le secteur privé, les associations, des producteurs agro-pastorales, les donateurs, etc...
5. Elaboration de l'INDS (Initiative Nationale pour le Développement Social) qui est un cadre national pour notamment contribuer à la lutte contre la pauvreté ;
6. Elaboration Plan Directeur du Développement du secteur primaire 2010 – 2020
7. Elaboration de document de référence sur la **situation alimentaire et nutritionnelle de Djibouti (décembre 2007)**
8. Elaboration du programme national de sécurité alimentaire (PNSA) qui est le programme d'investissement du secteur primaire 2010-2015 et qui regroupe 13 projets prioritaires
9. Signature officielle avec médiatisation du Pacte (Ministre de l'Agriculture, des Finances, UA, COMESA, Secteur Privé, Société Civile, Organisation des Professionnels, Chef de File des partenaires au développement, **19 avril 2012 à Djibouti**)  
Les étapes suivantes sont à venir :
10. Inclusion de la nutrition dans le PDDAA en cours de finalisation (atelier de Tanzanie)
11. Table Ronde des Bailleurs de Fonds

En préparation de l'Atelier Nutrition du PDDAA en Afrique de l'Est et Centrale prévu à Dar-es-Salam (Tanzanie) du 25 février au 1er mars 2013 les activités clés suivantes qui ont été mises en œuvre :

- Constitution de l'équipe nationale multisectorielle (agriculture, santé, éducation, finances, ., secteur privé et société civile).
- contribution à l'élaboration au document intitulé " Djibouti Nutrition Country Paper"
- Identification des documents de politiques et stratégies agricoles pertinentes (dont le plan nation d'investissement agricole et de sécurité alimentaire (PNSA)
- Organisation d'une réunion préparatoire à l'atelier avec l'équipe pays dont l'objectif principal consistait à élaborer le Nutrition Country Paper qui doit aider la Country Team à avoir une vision commune et à jour de la situation nutritionnelle actuelle dans le pays, des principales réalisations et des défis rencontrés tant au niveau opérationnel que politique.

1. Analyses des problèmes nutritionnels	Oui /Non	Commentaires
<p>1. Quels sont les principaux problèmes nutritionnels dans votre pays ? Comment les taux de malnutrition ont-ils évolué dans les 10 dernières années ? Anticipez-vous des changements de ces taux dans les 10 prochaines années ? Quelles sont les raisons de ces changements ?</p>		<p>les principaux problèmes nutritionnels de Djibouti sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ malnutrition chronique 31 % <b>(SMART 2011)</b></li> <li>▪ insuffisance pondérale 23 % <b>(SMART 2011)</b></li> <li>▪ malnutrition aiguë 10 % <b>(SMART 2011)</b></li> <li>▪ Carence en micronutriments (fer, acide folique, vitamines A, Iode, ...)</li> </ul>
<p>2. Y a-t-il des zones géographiques ou des groupes de population (par âge, genre et/ou groupe socioéconomiques, etc.) plus vulnérable à la malnutrition ? Lesquels, et pourquoi ? Les femmes enceintes, allaitantes et les enfants de moins de cinq ans</p>	<p>Oui, car</p>	<p>La malnutrition aiguë globale est plus élevée parmi les enfants vivant dans le milieu rural que parmi ceux du milieu urbain (taux de MAG de 11,4% vs 8,5%).</p> <p>les enfants de 6-11 mois dans les milieux urbains sont plus affectés par la malnutrition aiguë.</p> <p>C'est dans la ville de Djibouti, plus particulièrement dans le secteur de Balbala où l'on retrouve le plus d'enfants souffrant de Malnutrition Aiguë globale.</p> <p>Par rapport aux 5 régions de l'intérieur, c'est la région de Dikhil qui présente le plus d'enfants souffrant de Malnutrition Aiguë.</p>

<p>3. Est-ce que les principaux problèmes nutritionnels et les causes de la malnutrition sont-ils déjà identifiés dans votre PNIASA ? Si non, quelles informations complémentaires devraient-êtr ajoutées ?</p> <p><b><u>les principaux problèmes nutritionnels déjà identifiés dans le PNSA sont :</u></b></p> <p>(i) un important retard de croissance (30,8% en moyenne; 37,3% en zones rurales) et (ii) une prévalence des maladies infantiles et de la tuberculose (l'une des plus fortes du monde avec 1 104 cas pour 100 000 habitants).</p> <p><b><u>principale cause de la malnutrition selon le PNSA :</u></b></p> <p>« Les taux de malnutrition parmi les enfants <b>se détériorent par manque de lait, principale source de nourriture des enfants de moins de cinq ans</b> ».</p>	<p>Les principaux problèmes nutritionnels et causes de la malnutrition sont donc pris en compte de manière incomplète dans le PNSA</p> <p>Les informations suivantes doivent être incluses :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Présentations et principales tendances des différentes formes de malnutrition: <ul style="list-style-type: none"> <li>o Malnutrition chronique chez les enfants de moins de 5 ans (31%, SMART 2010) ;</li> <li>o Malnutrition aiguë chez les enfants de moins de 5 ans (10%, SMART 2010) ;</li> <li>o Insuffisance pondérale chez les enfants de moins de 5 ans (23% SMART 2010) ;</li> </ul> </li> </ul> <p><b>Caractéristiques / Principales causes de la malnutrition en lien avec la situation économique et la sécurité alimentaire</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Faiblesse de la production agricole et insécurité alimentaire chronique liée à la fréquence accrue des sécheresses pour les ménages pastoraux</li> <li>- Forte dépendance aux marchés et à l'aide alimentaire des ménages urbains et des ménages pastoraux pour leur alimentation. Forte incidence de la hausse des prix sur l'insécurité alimentaire des ménages</li> <li>- Fort taux de chômage et manque d'opportunités de revenus en milieu rural et urbain</li> <li>- Flux migratoire important de populations arrivant en</li> </ul>
--	--

		<p>mauvais état de santé posent des problèmes accrus de santé et de disponibilité des ressources</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- Afflux constant de demandeurs d'asile somaliens augmentent la population vulnérable</li><li>- Habitudes alimentaires conduisent à une alimentation qualitativement non équilibrée liées (faible consommation de fruits et légumes et d'aliments riches en protéines).</li><li>- Accès insuffisant à la nourriture et insuffisance des pratiques de soins aux enfants, faible hygiène du milieu et accès insuffisant aux soins médicaux (faible Taux de l'AME, alimentation complémentaire et sevrage précoce, introduction tardive des aliments complémentaires après 6 mois).</li><li>-Inaccessibilité des produits de la pêche source de protéine et de vitamine A et iode par les tranches des populations les plus vulnérables notamment les régions de l'intérieur les quartiers périurbains de la capitale.</li></ul>
--	--	--

2. Buts, objectifs et activités en lien avec la nutrition	Oui /Non	Commentaires
<p>4. <b>Que souhaitez-vous réellement atteindre en terme de nutrition (quels objectifs spécifiques ? quelles cibles ?) et que vous devriez inclure dans votre compact PDDAA et / ou Plan d'investissement PDDAA afin d'assurer que la nutrition soit réellement prise en compte )</b></p>		<p>L'objectif général du PNSA est d' « assurer l'accès de tous les Djiboutiens, à tout moment, aux aliments nécessaires pour mener une vie saine et active à l'horizon 2025 ».</p> <p>Les objectifs spécifiques mesurables en lien avec la nutrition à inclure dans le PNSA :</p> <p>OS 1 : « Augmenter la consommation nationale de produits halieutiques d'ici 2017 pour atteindre une consommation de poisson de 10kg/par habitant ».</p> <p>OS2 : « s'assurer que les 28000 tonnes des petits pélagiques non exploités chaque année soient consommées d'ici 2017».</p> <p>OS3 : mener un vaste Programme IEC pour l'amélioration des habitudes alimentaires axées sur la consommation et la diversification des produits marins, de la spiruline et de la farine fortifiée.</p> <p>Cibles : Familles des pêcheurs et mareyeurs, les ménages les plus vulnérables des zones péri-urbaines et rurales</p>
<p>5. <b>Sur la base des objectifs nutritionnels (en lien avec l'agriculture) que vous avez formulés précédemment, comment pourrait être révisés/formulés les objectifs dans le PNIASA afin de mieux prendre en compte les problématiques nutritionnelles ?</b></p>		<p>L'équipe intersectorielle recommande, que les capacités suivantes sont nécessaires à la prise en compte de la nutrition dans le PNSA :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Capacités issues de la collaboration avec le Ministère de la santé, de l'éducation (ministères</li> </ul>

		<p>clés):</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Education nutritionnelle, Enseignement de la nutrition dans les établissements scolaires primaires, jardin scolaire formations des formateurs pour créer des réseaux de vulgarisation <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Capacités issues de la collaboration avec le Ministère du commerce et des finances :</li> </ul> </li> <li>- Fortification des denrées alimentaires ;</li> <li>- Améliorer l'accessibilité financière de denrées alimentaires fortifiées. <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Les Rôles et responsabilités de ces différentes institutions seront déterminés lors d'atelier multisectoriel. La principale structure responsable pour gérer et coordonner les composantes du PNSA en lien avec la nutrition est et restera le Ministère de L'agriculture.</li> <li>➤ Cette coordination intersectorielle (l'équipe actuelle constituée et formée) est à maintenir. Cette équipe sera chargée de veiller que les interventions axées sur la nutrition identifiés soient mis en œuvre et trouvent leurs impacts réels dans des actions inclusives.</li> </ul> </li> </ul>
--	--	--

--	--	--

Buts, objectifs et activités en lien avec la nutrition(Suite)	Oui /Non	Commentaires
<p>5. Quelles interventions pourraient être mise en place pour atteindre les objectifs fixés et répondre aux besoins des populations ciblés ?</p> <p>NB : Pensez à ce qui a marché / n'a pas marché dans votre pays. Essayez de vous appuyer sur des initiatives qui ont été des succès et pensez à comment tirer profit des investissements en cours. Assurez-vous que les interventions identifiées sont adaptées aux différents groupes de population et à leurs moyens de subsistances. Pour les interventions identifiées, demandez-vous :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Est-ce que ces interventions sont pertinentes/permettent de répondre aux problèmes nutritionnels identifiés et de prendre en compte les causes de la malnutrition ?</li> <li>• Sont-elles réalisables vu les capacités existantes dans le pays (techniques, institutionnelles et financières) ? Quelles interventions sont les plus à même d'atteindre vos objectifs / les impacts attendus avec le minimum de moyens financiers additionnels ?</li> <li>• Quelles sont les principales contraintes à leur mise en œuvre ? Est-il possible de trouver des solutions à ces contraintes ?</li> <li>• Quelles interventions permettraient de créer des synergies / complémentarités (entre programmes et secteurs, entre opérationnel et politique) ?</li> </ul>		<p>Les interventions qui pourraient être mise en place sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Promouvoir le leadership de sorte à considérer l'agriculture sensible à la Nutrition comme un indicateur de développement ;</li> <li>- Plaidoyer de l'intégration de la nutrition au niveau des toutes les institutions concernées (Agriculture, Education, Santé, Promotion de la femme, Finances, Commerce, secteur privé) ;</li> <li>- Sensibilisation des différents acteurs de l'agriculture notamment ceux du secteur de la pêche à augmenter la production des petits pélagiques (sardines, maquereaux), variés et riche en nutriments ;</li> <li>- Promotion de la consommation des petits pélagiques (28000 tonnes) auprès des Cantines scolaires avec le soutien du Ministère de l'Education et du PAM ;</li> <li>- Promotion de la culture et de la consommation spiruline</li> <li>➤ Appui aux groupes vulnérables</li> <li>- Promotion de l'aviculture, au niveau des coopératives féminines en zone rural et péri urbaine (déjà prise en</li> </ul>

		<p>compte dans le PNSA)</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Promotion de l'élevage des caprins au niveau des ménages en zone en rural et péri urbaine ;</li> <li>➤ Renforcer les capacités des structures déjà existantes (les coopératives féminines, centres de formation des professionnelles des secteurs de l'agriculture (pêche)).</li> <li>- Production de spiruline pour lutter contre la malnutrition</li> <li>- fortification de la Farine enrichi en micronutriments, iodation du sel localement produit.</li> <li>➤ Promouvoir la recherche agricole orienter vers à la nutrition à travers la promotion de l'aquaculture, de la phoeniculture, l'horticulture.</li> </ul>
--	--	---

5. Indicateurs relatifs à des progrès dans la situation nutritionnelle	Oui /Non	Commentaires
<p>7. Quels indicateurs devraient être inclus afin de pouvoir suivre les progrès dans la réalisation des objectifs fixés ? Sont-ils déjà inclus dans le PNIASA ?</p> <p>-</p>		<p><b>Les indicateurs à inclure :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Nombre d'agricultures ayant augmenté la production des produits locaux varié et riches en micronutriments ;</li> <li>- Nombre de réseaux de vulgarisation de la nutrition sur les bonnes pratiques nutritionnelles ;</li> <li>- quantité de produits alimentaires fortifiés.</li> <li>- Nombre de pêcheurs impliqué dans la production de pélagiques</li> <li>- Taux de consommation de poisson/habitant/an</li> <li>- L'apport calorique et protéinique/habitant/jour</li> <li>- Indicateurs anthropométriques (<b>Poids, Taille, Périmètre brachiale</b>)</li> <li>- <b>Nombre de structures de formations et de coopératives renforcés ;</b></li> <li>-</li> </ul>

<p>3. Des activités pour renforcer les systèmes d'information sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle devraient-elles être intégrées dans le PNIASA ?</p>		<p>activités pour renforcer la collecte et l'analyse des données sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle :</p> <p>IL faudra mettre en place un système harmonisée et coordonné de collecte et d'analyse des données : Création d'une Cellule Nationale de Suivi-évaluation qui doit être alimentée en données par différentes sources des institutions étatiques, Onusiennes et ONG concernées</p>

6. Arrangements institutionnels et mécanismes de coordination	Oui /Non	Commentaires
<p>9. Quels sont les principaux acteurs (institutions nationales, partenaires de développement, secteur privé) et les initiatives (SUN, REACH, etc.) qui devraient être impliqués pour renforcer l'impact nutritionnel du PNIASA? Leurs rôles et responsabilités sont-ils clairement définis dans le PNIASA ? Quelle est la principale structure responsable de gérer/coordonner les composantes du PNIASA en lien avec la nutrition ? Est-ce pertinent ?</p>		<p>Arrangements institutionnels et mécanismes de coordination</p> <p>Les principaux acteurs (institutions nationales) concernés :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Ministère de l'agriculture</li> <li>- Ministère de la santé</li> <li>- Ministère de l'intérieur (département de gestions des risques et catastrophes naturelles)</li> <li>- Ministère du commerce</li> <li>- Ministère des Finances</li> <li>- Ministère de l'Education</li> <li>- Secteur Privé</li> </ul> <p>Organisations régionales :</p> <p>Coopérations régionales dans le cadre du COMESA</p> <p>IGAD: one of the objectives of the organization to assist and complement the efforts of the Member States to achieve food security;</p>

	<p>NEPAD /CADAAP, Food Security and Nutrition Working Group:</p> <p>Fonds Global pour l'Agriculture et la Sécurité Alimentaire (GAFSP).</p> <p>Principaux bailleurs humanitaires (2012) : Japon, Allemagne, OFDA, ECHO, Canada ;</p> <p>Les partenaires au développement (FAO, PAM, UNICEF) Commission européenne, Banque Mondiale, ADB, FMI</p> <p>Les Rôles et responsabilités de ces différentes institutions seront déterminés lors d'atelier multisectoriel.</p> <p>La principale structure responsable pour gérer et coordonner les composantes du PNSA en lien avec la nutrition est le Ministère de L'agriculture.</p> <p>cette coordination intersectorielle est à maintenir (néanmoins il faut s'assurer du leadership de l'institution qui gère la coordination c'est à dire le Ministère de l'Agriculture et s'assurer également du suivi /Evaluation) car les interventions axés sur la nutrition identifiés pour qu'ils soient mis en œuvre et trouvent leurs impacts réels doivent recevoir des actions inclusives.</p> <p>Djibouti souhaite également collaborer et adhérer avec le REACH et le SUN (mouvement de renforcement de la Nutrition).</p>
--	--

<p>10. Quels besoins nécessitent d'être coordonnés ? Dans quel but : que souhaitez-vous atteindre avec la coordination ?</p>		<p>La stratégie de la sécurité alimentaire et nutritionnelle peut se fonder sur des programmes sectoriels ou sous-sectoriels (agriculture, pêche, santé, enseignement, travaux publics,...) gérés par des départements ministériels clairement identifiés, mais d'autres activités concernant toute la population peuvent relever d'un ministère ou de la coordination de plusieurs ministères (formation professionnelle, promotion des femmes, politique de l'emploi, redistribution des revenus, crédit et micro-finance, respect de l'environnement,...).</p>
<p>14. Quel type de mécanisme de coordination pensez-vous être le plus efficace dans votre pays pour atteindre les objectifs de coordination en termes de nutrition ?</p>		<p>la sécurité alimentaire étant par essence multisectorielle, Le type de mécanisme de coordination le plus efficace dans le pays pour atteindre les objectifs de coordination en termes de nutrition serait de fusionner le cluster sécurité alimentaire et le cluster nutritionnel respectivement appuyés techniquement et financièrement par la FAO et l'UNICEF par une plateforme politique nationale multisectorielle de la sécurité alimentaire et nutritionnelle assisté par des groupes de travail techniques et ce sous l'égide du Ministère de l'agriculture et l'appui financier de la FAO et et l'UNICEF.</p>
<p>12. Quels mécanismes de coordination sont suggérés dans le PNIASA ? Sont-ils pertinents pour la coordination et la communication sur la nutrition ? Si non, comment peuvent-ils être renforcés pour assurer une coordination optimale (entre les différents secteurs travaillant sur la nutrition et au sein du secteur agricole) ?</p>		<p>Aucun mécanisme de coordination et de communication sur la nutrition n'est suggéré dans le PNSA !</p> <p>Par conséquent, Il s'avère nécessaire d'institutionnaliser la plateforme politique nationale multisectorielle de la sécurité alimentaire et nutritionnelle et l'actuelle équipe multisectorielle du pays comme groupe de travail technique</p>

7. Capacités nécessaires à la prise en compte de la nutrition	Oui /Non	Commentaires
13. Quelles capacités sont nécessaires à l'atteinte de vos objectifs et à la mise en œuvre de vos interventions ? Ces capacités existent elles dans votre pays ?		<p>Capacités nécessaires à la prise en compte de la nutrition dans le PNSA</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Capacités du secteur de la pêche à renforcer par des appuis techniques et financiers (augmentation de la production des pélagiques) ;</li> <li>➤ Capacités issues de la collaboration avec le Ministère de la santé, de l'éducation : <ul style="list-style-type: none"> <li>- formations des formateurs pour créer des réseaux de vulgarisation de la nutrition;</li> <li>- Promotion de la consommation de pélagiques au niveau des cantines scolaires ;</li> <li>- Projet des potagers au sein des établissements scolaires ;</li> <li>- Promotion de la consommation de spiruline ;</li> </ul> </li> <li>➤ Capacités issues de la collaboration avec le Ministère</li> </ul>

		<p>du commerce et des Finances :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Fortification des denrées alimentaires largement consommés ;</li> <li>- Améliorer l'accessibilité financière de denrées alimentaires fortifiées ;</li> <li>➤ Capacités issues de la collaboration avec le secteur privé</li> <li>- Construction des entrepôts d'enrichissement de la farine et du sel.</li> </ul>
<p>14. Quels sont les partenaires qui peuvent apporter un soutien technique et institutionnel afin de développer les capacités nécessaires?</p>		<p>Les Principaux partenaires techniques et financiers qui peuvent apporter un soutien technique et institutionnel afin de développer les capacités nécessaires :</p> <p>Organisations humanitaires impliquées dans la sécurité alimentaire et la nutrition : PAM, FAO, UNICEF, OIM, Caritas, CRS, IDRB, EVA, ACF, CARE International, LWF, JUH, UNFD, Paix et Lait, Al-Biri</p> <p>Principaux bailleurs humanitaires (2012) : Japon, Allemagne, OFDA, ECHO ;</p> <p>Bailleurs au développement : Commission européenne, Banque Mondiale, ADB, FMI :</p>

<p>15. Des activités en termes de développement des capacités doivent-elles être incluses/ajoutées dans le PNIASA afin de soutenir la mise en œuvre de vos objectifs nutritionnelles? Si oui lesquelles et dans quel but ?</p>		<p>Les activités en termes de développement des capacités qui doivent être incluses dans le PNSA afin de soutenir la mise en œuvre des objectifs nutritionnelles sont ceux déjà cités (voir Q11).</p>
--	--	---

<p>16. La mise en œuvre des activités/recommandations que vous avez identifiées exige-t-elle des ressources supplémentaires par rapport à ce qui a déjà été prévu dans le PNIASA?</p>		<p>Des ressources supplémentaires par rapport à ce qui a déjà été prévu dans le PNIASA sont nécessaires afin de mettre en œuvre ces activités visant à améliorer la situation nutritionnelle de la population en ciblant les groupes vulnérable identifiés communément par le Programme Nationale de Nutrition et <b>le PNSA.</b></p>
---	--	---

8 . Prochaines étapes	Oui /Non	Commentaires									
<p>NB. Prenez en compte :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Comment chaque membre de l'équipe va-t-il rendre compte à sa propre organisation?</li> <li>- Comment sensibiliser/inclure les décideurs afin qu'ils prennent en compte les recommandations issues de l'atelier ?</li> <li>- Quels sont les évènements / opportunités au cours du processus du PDDAA pour intégrer vos suggestions en matière de nutrition ?</li> <li>- Qui sera le principal contact pour les questions relatives à la nutrition dans le processus du PDDAA après l'atelier ?</li> </ul>		<p><b>Les membres de notre groupe vont tenir une réunion de concertation et nous allons élaborer un rapport commun destiné à nos décideurs</b>  <b>La tenue d'un atelier national organisé conjointement par les Ministères de l'Agriculture et de la Santé s'avère nécessaire ou y seront conviés toutes les parties prenantes.</b>  <b>(La cérémonie d'ouverture doit être présidée par les deux Ministres respectifs)</b></p> <table border="1" data-bbox="943 571 2051 1342"> <thead> <tr> <th data-bbox="943 571 1536 646">Objectifs spécifiques à la Nutrition</th> <th data-bbox="1536 571 2051 646">Lien avec les piliers du PDDAA</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td data-bbox="943 646 1536 855"><b>Promouvoir le leadership de sorte à considérer l'agriculture sensible à la Nutrition comme un indicateur de développement</b></td> <td data-bbox="1536 646 2051 855">Pilier 4. Recherche agricole, diffusion et adoption des technologies</td> </tr> <tr> <td data-bbox="943 855 1536 1227"><b>Appui aux groupes vulnérables et renforcement des capacités structures déjà existantes (institutions des coopératives, centres de formation des professionnelles des secteurs de l'agriculture).</b></td> <td data-bbox="1536 855 2051 1227">Pilier 3 Fourniture de produits vivriers et lutte contre la faim  Pilier 2 Accès aux marchés - améliorer les infrastructures rurales et les capacités liées au commerce pour l'accès au marché</td> </tr> <tr> <td data-bbox="943 1227 1536 1342"><b>Promouvoir la recherche agricole orienter vers à la nutrition</b></td> <td data-bbox="1536 1227 2051 1342">Pilier 4. Recherche agricole, diffusion et adoption des</td> </tr> </tbody> </table>		Objectifs spécifiques à la Nutrition	Lien avec les piliers du PDDAA	<b>Promouvoir le leadership de sorte à considérer l'agriculture sensible à la Nutrition comme un indicateur de développement</b>	Pilier 4. Recherche agricole, diffusion et adoption des technologies	<b>Appui aux groupes vulnérables et renforcement des capacités structures déjà existantes (institutions des coopératives, centres de formation des professionnelles des secteurs de l'agriculture).</b>	Pilier 3 Fourniture de produits vivriers et lutte contre la faim  Pilier 2 Accès aux marchés - améliorer les infrastructures rurales et les capacités liées au commerce pour l'accès au marché	<b>Promouvoir la recherche agricole orienter vers à la nutrition</b>	Pilier 4. Recherche agricole, diffusion et adoption des
Objectifs spécifiques à la Nutrition	Lien avec les piliers du PDDAA										
<b>Promouvoir le leadership de sorte à considérer l'agriculture sensible à la Nutrition comme un indicateur de développement</b>	Pilier 4. Recherche agricole, diffusion et adoption des technologies										
<b>Appui aux groupes vulnérables et renforcement des capacités structures déjà existantes (institutions des coopératives, centres de formation des professionnelles des secteurs de l'agriculture).</b>	Pilier 3 Fourniture de produits vivriers et lutte contre la faim  Pilier 2 Accès aux marchés - améliorer les infrastructures rurales et les capacités liées au commerce pour l'accès au marché										
<b>Promouvoir la recherche agricole orienter vers à la nutrition</b>	Pilier 4. Recherche agricole, diffusion et adoption des										

		technologies
<ul style="list-style-type: none"><li>- <b>L'obtention d'un appui technique et financier des partenaires au développement pour la mise en œuvre de ce processus d'intégration de la nutrition.</b></li></ul>		

Activités	Sous-activités	Personne responsable	Date	Commentaires (par ex: ressources nécessaires, possibles contraintes)
<b>Mise en place d'un Programme IEC parallèlement mené avec tous les activités</b>	Tenue d'un atelier national de restitution et de validation du plan d'action d'intégration de la nutrition dans le PDDA pour une meilleure appropriation de toutes les parties prenantes.	Equipe multisectorielle	Avant fin 2013	Appui financiers (PAM, Unicef,FAO,FIDA ,,ADDS)
	mise en place d'un système performant d'Information, d'Education et de Communication en nutrition en vue d'améliorer les pratiques d'alimentation des groupes cibles dans toutes les activités du plan d'action	Ministère de l'éducation		Appui financiers (PAM, Unicef,FAO,FIDA ,,ADDS)
Promotion de la production des petits pélagiques à travers la pêche côtière	Renforcement des capacités de production et de commercialisation et de distribution des petits pélagiques pour une meilleure accessibilité de produits de la pêche par les ménages les plus vulnérables  sensibilisation : volet IEC	Ministère de l'agriculture / l'éducation, ministère de la promotion de la femme Bailleurs de fonds		Avec 380 km de côtes, et des potentialités halieutiques estimées à 47 000 tonnes, Djibouti se doit d'atteindre à l'horizon 2017 une consommation de poisson est de 10 Kg/ hab. / an,  Appui financiers (PAM, Unicef,FAO,FIDA ,,ADDS)
Production de spiruline	Introduire et Promouvoir la culture artisanale de la spiruline pour améliorer la qualité nutritionnelle des populations vulnérables -sensibilisation : volet IEC	Ministère de l'agriculture, Ministère de la santé, Ministere de l'éducation		Moyens d'expertise humaine qualifiée et de moyens financiers, Appui technique et financiers (FAO, PAM, Unicef, OMS)

Activités	Sous-activités	Personne responsable	Date	Commentaires (par ex: ressources nécessaires, possibles contraintes)
Renforcement l'élevage des caprins				
	Création des filets sociaux et des petits projets générateurs de revenus (au niveau des coopératives féminines en zone rural et péri urbaine sensibilisation : volet IEC	Ministère de la promotion de la femme, ministère de l'agriculture	Janvier 2014	Appui financiers (PAM, Unicef,FAO,FIDA ,,ADDS
fortification de la farine produite dans les fermes agricoles concédées par l’Ethiopie et le Soudan.	Expérimentation Pilote de la fortification de la farine produite dans les Fermes Et rendu accessibles aux populations vulnérables (mères et enfants) sensibilisation : volet IEC	SDSA –exploitant privé (Ministère de l’Agriculture /de la santé /Ministère du commerce et des Finances	décembre 2013	Appui financiers (PAM, Unicef,FAO,FIDA ,,ADDS